



Extrait du Association pour l'Économie Distributive

<https://www.economiedistributive.fr/In-medio-stat-virtus>

Tribune libre

In medio stat virtus

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 1998 à 2009 - Année 2000 - N° 999 à€" mai 2000 -

Date de mise en ligne : samedi 16 mai 2009

Date de parution : mai 2000

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Le hasard a fait que deux objections, complètement à l'opposé l'une de l'autre, nous ont été présentées presque en même temps.

Ce rapprochement ne prouverait-il pas que "in medio stat virtus", la sagesse et le réalisme se situent entre les extrêmes.

La première est venue oralement, lors d'un débat suivant une conférence. J'avais dit que je m'étonnais qu'on ne m'ait, et pour la première fois, pas objecté que si chacun était assuré d'avoir un revenu décent, plus personne ne voudrait travailler. Et je m'en réjouissais, estimant que ceci correspond à une évolution des mentalités. Car pour ma part, j'ai toujours été persuadée qu'à condition d'en avoir les moyens matériels et, il faut le dire, également culturels, tout individu normalement constitué s'adonne à de multiples activités, s'y intéresse spontanément, bénévolement, et les remplit du mieux possible, sans compter sa peine. Mais, j'ajoutais que j'en avais maintenant la preuve car, ayant pris ma retraite en même temps que beaucoup de mes amis, je constate que tous nous sommes actifs, très actifs, et bénévolement et nous nous investissons dans ces activités en les choisissant sans la moindre contrainte.

C'est alors qu'un auditeur me demanda : « Mais en ED, que faites-vous de ceux qui ne veulent absolument rien faire ? » Je lui répondis qu'à notre époque ce ne peut plus être considéré comme un problème, car notre société a parfaitement les moyens d'entretenir quelqu'un qui refuse toute participation. Et puis j'ajoutai : « Pour moi, quelqu'un qui ne s'intéresse à rien, ne veut absolument rien faire d'autre que boire, manger, dormir, soit le minimum pour survivre, est un handicapé ». J'ajoutais que cela devait pouvoir se soigner. Mon interlocuteur parut d'abord scandalisé de cette réponse, puis nous nous sommes expliqués. Et il est apparu qu'il avait compris que je considérais comme des malades ceux qui, aujourd'hui, dans le système capitaliste, refusent de "s'insérer" en acceptant n'importe quel emploi que, pour une raison ou une autre, ils jugent dégradant. Je l'ai rapidement rassuré et nous sommes tombés d'accord, et la salle avec nous, pour constater que cette situation est totalement différente selon qu'on l'envisage dans le système actuel, où le travail est une condition mise à la dignité de l'individu, même si ce travail est indigne, ou bien dans le système distributif où tout individu est assuré d'un revenu suffisant, ce qui le rend libre d'organiser sa vie comme bon lui semble, mais en accord avec son entourage par le contrat civique : c'est ainsi qu'il pourra choisir tout au long de sa vie ses activités de participation à ce qui constitue la richesse commune, dans quelque secteur que ce soit, et les alterner ou les associer avec des périodes où son activité n'aura d'intérêt que pour lui-même.

L'autre objection nous est arrivée par courrier, mais exprimée de façon plus virulente et bien plus péremptoire :

En "distributistes historiques", vous vous obstinez à en rester à la première forme du distributisme, c'est-à-dire la vie cloisonnée en trois âges, d'abord la formation, ensuite un temps de service social imposé, et puis rien, la retraite. Vous refusez d'en changer un iota et c'est bien fait si vous êtes depuis soixante dix ans au goulag. Moi, je ne veux pas être tenu en laisse par un "service" imposé, fut-il social, et même pour très peu de temps. Je ne veux pas avoir à négocier mon activité avec des fonctionnaires, devenus inspecteurs de civisme et je ne veux pas voir revenir le collectivisme. C'est sur ce refus que je vais réussir où vous avez échoué et rallier les écolos et les distributistes, tous ensemble, sous ma bannière. Je veux que tous disent et redisent que "Duboin" égale "service social", que c'est de l'histoire ancienne, et que tous désavouent les vestales qui veillent la flamme de ce soldat inconnu. Service social ou contrat civique datent du temps de la pénurie et vous cherchez avec eux à flatter les tenants de l'ordre moral. Vous avez bien tort de vous attarder sur les questions économiques qui ennuient tout le monde. J'accepte l'idée, après réflexion, que toute création de richesse entraîne une création de monnaie, mais savoir qui s'en charge ne m'intéresse pas, ni comment elle est distribuée, ni si elle circule ou pas, ni comment sont formés les prix, rien de cela

n'est intéressant. Au lieu de faire la leçon à vos lecteurs sur ces sujets fastidieux, vous feriez mieux de les faire rêver à tout ce qu'ils seraient capables de faire avec les moyens du XXI^e siècle, s'ils ne pensaient qu'aux usages de la vie quotidienne, aux rapports entre les sexes, entre riches et pauvres, entre l'homme et son environnement.

J.E Prosper, Vatan

Réponse. Vous nous traitez allègrement de mammoth, mais ça ne marche pas. Nous connaissons la chanson : dans l'idéologie libérale, être moderne c'est poser en principe "chacun pour soi", laisser tout faire, n'importe quoi, n'importe comment, puisqu'une certaine main invisible résoudra tous les problèmes ! Si être moderne, c'est vivre pour soi sans s'occuper des autres, oui, nous sommes ringards.

Passons sur notre soi-disant refus de constater que la vie ne se découpe pas en trois âges, il suffit de nous lire.

Même mauvaise foi lorsque vous caricaturez le contrat civique, car il n'a jamais été question que ce soit des "fonctionnaires" qui aient à en décider, et lorsque vous voyez des inspecteurs de civisme, ils sortent de votre imagination.

Votre discours est typiquement celui du politicien politicard, qui n'hésite pas à affirmer n'importe quoi, même totalement faux, pour paraître génial tout en déstabilisant un adversaire, obligé de perdre son temps à rétablir les faits. Ce mépris de la vérité a pour résultat que l'opinion fait de moins en moins confiance aux hommes politiques (car il est plus observé chez les machos que chez les femmes) et croit de plus en plus aux "actions citoyennes" de la société civile.

C'est précisément sur ce point, sur la démocratie directe, active, participative, que vous vous opposez à nous. C'est parce que vous refusez de l'imaginer que vous caricaturez le contrat civique. Mais du même coup, c'est l'idée même de société que vous condamnez. Si chacun ne vit que pour lui, ne suit que son intérêt, ses "usages", son désir ou sa fantaisie, il n'y a plus de société et votre distributisme, c'est le libéralisme actuel, la loi du plus fort, de celui qui a le plus de mépris pour les autres et c'est encore plus de gâchis qu'aujourd'hui.

Vivre en société, c'est reconnaître que sa propre liberté s'arrête où commence celle des autres. Et cette dernière, il faut la connaître pour la reconnaître. Comme nous ne voulons aucune dictature, pas plus celle d'un parti que celle de la finance, il faut bien mettre en place des instances de concertation pour décider ensemble d'une organisation minimum, pour se concerter à propos de qui fait quoi et comment. Le contrat civique n'est pas autre chose et il offre une dynamique puisqu'il est conçu pour évoluer.